

# Souveraineté La Solution inc.

## Manque de convictions

Il était écrit tout récemment dans un grand quotidien francophone du Québec que le gouvernement québécois négocie activement avec Ottawa pour acheter l'établissement Leclerc (prison) qui va fermer ses portes en septembre 2013.

Cette une aberration totale, ce sont nous les payeurs de taxes et impôts qui avons payé cet établissement.

Nous n'avons pas à racheter ce qui nous appartient, encore moins payer des élus qui sont supposés nous représenter et les voir dépenser leur énergie, temps et notre argent avec un système étranger qui renie sa signature apposée au bas de la charte des Nations Unies le 9 novembre 1945.

Ces gens à Ottawa qui nous laissent sous-entendre qu'ils détiennent la vérité absolue, quand leurs dires ne tiennent pas la route devant les Nations Unies, cette association qui représente plus de 193 pays et plus de 6.5 milliards de personnes.

Ottawa avec ses 2/3 du vote au Québec pour un référendum sur l'indépendance, malgré que la charte des Nations Unies qu'Ottawa a signé en guise de respect et d'accord, stipule qu'un peuple éprouvé a le droit à l'autodétermination à 50 + 1. Tout comme le vote historique de l'indépendance des 13 états de la Nouvelle-Angleterre avec leur mère patrie l'Angleterre. Douze gouverneurs étaient présents pour ce vote historique, un gouverneur était absent et son absence a été conclue comme favorable à la cause de l'indépendance.

Le deuxième critère de la charte des Nations Unies stipule qu'un peuple sécessionnaire n'est pas responsable de la dette de sa mère patrie. Advenant qu'une région du Canada, dont le Québec fait partie, deviendrait indépendante avant le Québec, les régions restantes dont le Québec verraient le fardeau de la dette augmenté, en plus d'une inflation sans précédent l'accompagnerait.

Le troisième sur la même charte signée par Ottawa, stipule que pour un peuple sécessionnaire, tout ce qui est sur son territoire lui appartient et ceci sans compensation. Ce n'est pas logique de dépenser de l'argent durement gagné pour racheter ce nous avons déjà payé, et en plus c'est sur notre sol. Nos politiciens au Québec n'ont rien compris. Ils ont un manque flagrant de courage et de convictions ou ils n'ont pas l'intention de libérer le peuple québécois, le seul représentant de la francophonie dans toutes les Amériques. Est-ce qu'ils se sont présentés sous une bannière par opportunisme, l'appât du gain et les avantages qu'y s'y rattachent?

Comme dit l'adage: la personne qui tient le sac est aussi coupable que celui qui vole les poules.

Toutes les provinces du Canada, sans exception, sont entrées dans cette confédération pour se sortir du marasme financier. L'héritage monétaire de nos ancêtres québécois, qui ont fait de nombreux sacrifices, a été séparé par les conquérants au prorata des populations de l'Ontario en 1840, du Nouveau-Brunswick en 1867, et de la Colombie Britannique en 1891. La population du Québec a toujours été impliquée par le conquérant dans le paiement des acquisitions hors de son territoire, et le capital et intérêts de l'argent emprunté, même si cet argent est dépensé hors de son sol et ça continue de plus belle. Un vote sur l'indépendance dans l'Assemblée Nationale est de mise et au plus tôt.